

POURQUOI NOUS DISONS

**NON
AUX
OGM**

ET AU PROGRAMME NATIONAL DE RECHERCHE PNR59

GÉNÉTIQUEMENT MODIFIÉ-E-S !

À l'heure où les experts en catastrophes nous concoctent des essais de blé transgénique en plein champ suisse alors que le désastre résultant des cultures OGM est déjà sensible sur les continents américain et asiatique, il est temps de rappeler certains éléments sur la lutte qui se mène.

Avec le PNR59, programme au nom barbare de « dissémination expérimentale de plantes génétiquement modifiées », la recherche fait la sourde oreille à la volonté populaire qui a voté un moratoire de 5 ans sur les OGM auguré en 2005. Ce programme de recherche « fondamentale », au budget de 12 millions de francs, comprend la dissémination de blé transgénique à Zurich et Pully, de 2008 à 2010. Soit jusqu'à la fin du moratoire. Ainsi, à grand renfort de pseudodébats citoyens et de transparence, les chercheurs et leurs amis les transnationales biotechnologiques vont contaminer l'agriculture indigène et préparer les cerveaux serviles à la sortie du moratoire.

Mais nous ne sommes pas dupes ! Le seul moyen de parler correctement des OGM est de les refuser en bloc. Parce que l'histoire récente montre que l'essentiel des « progrès » scientifiques conduisent à l'asservissement des êtres vivants et au désastre environnemental. Parce que les OGM sont le dernier « progrès » au service de l'agriculture intensive et du productivisme capitaliste.

En 2008, les semis de blé transgénique ont été repoussés par le recours au tribunal des riverains à Pully, tandis que le champ d'essai de Reckenholz a été fauché par des opposant-e-s anonymes. Cette année, les semis ont démarré sur les deux sites avec une sécurité renforcée, les chercheurs et chercheuses s'obstinant à poursuivre leurs manipulations. Une caravane cycliste parcourt la Suisse (de Reckenholz à Pully) pendant le mois de mai 2009, pour une agriculture durable et autonome, en opposition aux OGM. Action Généreuse contre les Chimères Transgéniques a compilé cette brochure pour soutenir la campagne d'opposition au PNR59, pour que les outils s'affûtent et boutent hors des champs ces plantes de profit et de mort.



Solidarité avec tous les êtres vivants génétiquement modifiés par des savants fous !

Solidarité avec tous les êtres vivants contaminés par les OGM !

OGM - QU'EST-CE QUE C'EST?

Pour y voir plus clair, il est important de comprendre dans quel cadre sont actuellement utilisés les OGM (**Organismes Génétiquement Modifiés**).

En recherche fondamentale, les OGM sont créés et manipulés en laboratoire dans le but de comprendre les processus biologiques liés à cette technologie.

Dans le domaine médical, les OGM sont utilisés depuis plus de 30 ans, par exemple pour produire de l'insuline ou pour produire des vaccins. Ces OGM sont utilisés puis détruits en laboratoire. Seule la protéine (ex : l'insuline) fabriquée par l'OGM est insérée dans le corps humain. Cette protéine n'est pas un OGM, elle est le produit du « travail » de l'OGM. Ce faisant, il est possible de suivre les éventuels effets secondaires liés à l'utilisation de ces médicaments, en opérant un suivi des personnes traitées, et ainsi savoir si ces moyens thérapeutiques comportent un danger lié à la « technologie OGM ».

L'utilisation des OGM en agriculture pose des problèmes plus vastes. Premièrement, les OGM ne sont pas utilisés de manière confinée (en laboratoire), mais sont implantés en pleine nature, dans un milieu bien plus complexe. Deuxièmement, ce sont les OGM eux-mêmes qui sont ingérés par les hommes, les animaux et les microorganismes, plus seulement leur « production ».

Un peu d'actualité : aujourd'hui, 99% des OGM utilisés en agrochimie sont des plantes dites « à pesticides ». On en distingue 2 groupes (certains OGM appartiennent aux 2) :

- **les plantes qui absorbent un pesticide sans mourir** (le fameux « soja Roundup Ready » de Monsanto par exemple) : la plante a reçu un gène qui empêche la molécule active du Roundup d'agir sur elle, cette molécule ayant la fulgurante capacité de faire mourir toutes les autres plantes.

- **les plantes qui produisent un insecticide** (« maïs Bt », « coton Bt », « betterave Bt », etc.) : le gène d'une bactérie naturellement présente dans le sol (le *Bacillus thuringiensis*) est inséré dans ces plantes, afin qu'elle produisent une toxine qui tue les insectes qui les « attaquent ».

Le 1% restant représente des OGM résistants à des virus ou à des champignons pathogènes (c'est le cas du programme suisse de recherche PNR59, qui modifie la résistance du blé à l'oïdium, un champignon ; voir p.14-15), des plantes capables de prospérer dans des environnements hostiles, des plantes à valeurs nutritives modifiées ou encore des animaux géants pour l'industrie agroalimentaire.

Si ces plantes sont déjà cultivées depuis 15 ans dans plusieurs régions du monde, pas même le plus sérieux des scientifiques n'est en mesure aujourd'hui d'en définir les effets sur l'environnement (quelques études démontrent pourtant

que les gènes modifiés se baladent allégrement dans la nature, à travers l'eau, les animaux ou les microorganismes du sol, perturbant ainsi très rapidement les écosystèmes), sur la santé humaine (quelques études passées sous silence démontrent pourtant que des rats ayant consommé des aliments OGM subissent des effets importants sur leur organisme) ou sur la capacité des OGM à contaminer des plantes « normales », à s'hybrider avec, ou voire, à terme, à les remplacer.

Il n'est pas question ici de décrire les problèmes politiques, économiques ou éthiques liés aux OGM et à l'agriculture industrielle, mais de comprendre scientifiquement les raisons pour lesquelles planter ne serait-ce qu'une graine OGM en pleine nature est à la fois criminel et suicidaire. Criminel pour la nature et suicidaire pour l'espèce humaine, dont l'existence même dépend depuis 10'000 ans de l'agriculture.



Prenons donc quelques exemples pour contrer les belles paroles des défenseurs des OGM, dont les arguments ne tiennent qu'à un fil : le sacro-saint progrès scientifique.

« *La transgénèse n'est que le prolongement des processus biologiques naturels.* » S'il est clair que les organismes vivants sont en constante transformation et qu'ils contiennent tous des gènes, la « barrière des espèces » ne permet en aucun cas au gène d'une espèce d'en sortir pour intégrer l'ADN d'une autre espèce.

« *Les OGM vont sauver la faim dans le monde, on va pouvoir cultiver du soja sur la banquise ou dans le désert.* » Depuis bientôt 20 ans que la science produit des OGM, pas une seule de ces plantes magiques annoncées n'est sortie d'un laboratoire...

« *Les OGM permettent de faire des aliments de base de meilleure qualité nutritive. Par exemple, on cultive le « riz doré » qui contient plus de vitamine A, vitamine qui manque dans l'alimentation de certains peuples victimes de maladies dues à cette carence.* » Il est possible de démontrer que si l'on pousse

une plante à produire plus d'un élément grâce à la modification d'un gène, ce changement se fera au détriment d'autres éléments tout aussi essentiels. On perturbe ainsi le métabolisme de la plante, mais aussi de celui qui consomme la plante. Ces métabolismes étant très complexes, il est impossible de prévoir quelles perturbations seront engendrées par une manipulation. On crée ainsi un problème en pensant en résoudre un autre.

« *Les plantes à pesticides permettent de réduire l'utilisation de pesticides par les agriculteurs, c'est plus écologique.* » Dans le cas d'une plante « Bt », il est aisé de comprendre que si un agriculteur fait le choix de traiter une culture normale avec un pesticide à une période donnée où les attaques de ravageurs se font sentir, la quantité de traitement est sans commune mesure avec une culture OGM qui produit constamment, du semis à la récolte, ce même pesticide. Outre l'aspect quantitatif (les plantes « Bt » sécrèteraient de 10'000 à 100'000 fois la quantité de produit équivalente à un traitement), on sait qu'il existe des phénomènes de résistances chez les insectes ou les plantes qui reçoivent un traitement. Seuls les plus forts s'en sortent et se multiplient. Il faut alors trouver un pesticide plus virulent. Au lieu de limiter les risques, on les concentre. Dans le cas du soja « Roundup Ready », on sait maintenant que, le fait de pouvoir négliger les effets du Roundup sur la plante qu'on cultive incite les agriculteurs à utiliser sans mesure ce produit de synthèse dangereux. La consommation de pesticides aux Etats-Unis aurait augmenté d'au moins 40% depuis l'introduction des OGM.

Outre l'aspect monstrueux de ces nouvelles chimères et de la manipulation du vivant, on constate aujourd'hui qu'on ne peut pas maîtriser cette technologie en l'implantant dans la nature et que les « conséquences collatérales » sont nombreuses et imprévisibles.

Créer une plante ou un animal OGM est en soi très aléatoire mais aussi assez simple (on s'en sort bien avec une blouse blanche, un laboratoire et beaucoup d'argent), mais il est évident que ça ne sert à rien. De nombreuses alternatives existent ou sont encore à trouver. La mise en culture d'un OGM cherche à rentabiliser un aspect secondaire de l'organisme, au mépris de son fonctionnement biologique fondamental.

C'est comme si on créait des êtres humains sans sexe pour lutter contre les infections sexuellement transmissibles et limiter la production de latex, ou des hommes sans cheveux pour lutter contre les pellicules et limiter la consommation de Petrol-Ahn.

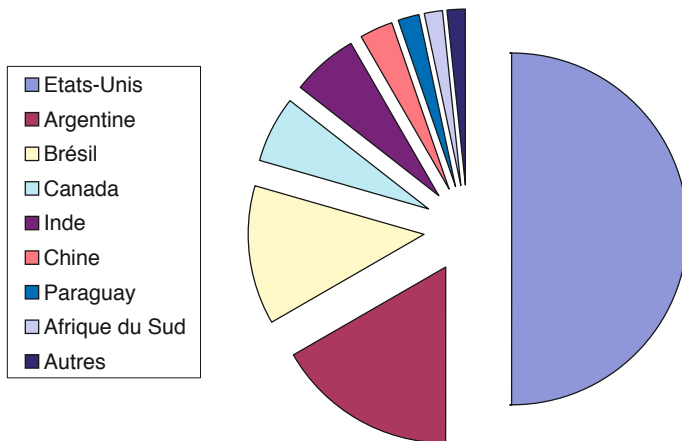
Pour de plus amples détails, voir la conférence donnée par Christian Velot à Toulouse en 2005 (www.altercampagne.net dans l'onglet « documents ») d'où est tiré ce texte.



PROGRESSION DES OGM DANS LE MONDE

Les cultures transgéniques commerciales se répandent vite, depuis leur départ en 1996. Elles couvraient 125 millions d'hectares en 2008, progressant d'environ 10% par an. Elles concernent surtout le soja et le maïs, pour le fourrage des animaux, mais de plus en plus de céréales, de légumes et d'animaux transgéniques sont fabriqués. Les Etats-Unis, l'Argentine et le Brésil arrivent en tête, une vingtaine d'autres pays en cultivent sur tous les continents. L'Europe reste un peu épargnée grâce à une forte opposition.

Répartition par Etat en 2008



Le commerce des cultures transgéniques est concentré et lucratif. Un marché de 7.5 milliards de dollars en 2008, soit 22% du marché des semences. En 2004, 87% des surfaces cultivées avec des OGM l'étaient avec des semences de Monsanto. Le reste est partagé entre Bayer CropScience, Dupont-Pioneer, Syngenta (basée en Suisse), BASF et Dow. La plupart de ces groupes sont issus des géants de la chimie, qui se sont séparés de leurs secteurs *agro* qui ont fusionné et racheté les grandes entreprises semencières.

**UNITED COLORS
OF POGNON.**

Le caractère le plus répandu dans les cultures transgéniques est la tolérance aux herbicides (78% des cultures en 2008). But : vendre des plantes avec un herbicide lié (p.ex. RoundUp de Monsanto). On est loin des vœux pieux des Nations Unies qui prônent le développement des OGM pour « améliorer le sort des populations du Tiers Monde », oubliant que la faim n'est pas une affaire de technologie mais de politique. Les firmes produisant des OGM ne sont évidemment pas philanthropiques. Elles adoptent des stratégies pour maximiser leur profit, ce qui sert mieux leurs intérêts que la sécurité alimentaire... Pensons aussi à la tentative de vendre des semences stériles (cf. *Terminator*).

Les OGM se disséminent dans l'environnement et se retrouvent de plus en plus dans les aliments. En moins de 15 ans, plusieurs centaines de cas de disséminations accidentelles, de contaminations de denrées alimentaires ou de plantations non-autorisées ont été mis à jour, et un grand nombre n'ont probablement pas (encore) été découverts. En janvier 2002 déjà, 60 millions de consommateurs dévoilait une étude indiquant des traces d'OGM dans 36 des 103 produits analysés contenant du soja et du maïs, à des taux inférieurs à 1% (au-delà duquel le fabricant doit mentionner la présence d'OGM sur l'étiquette).

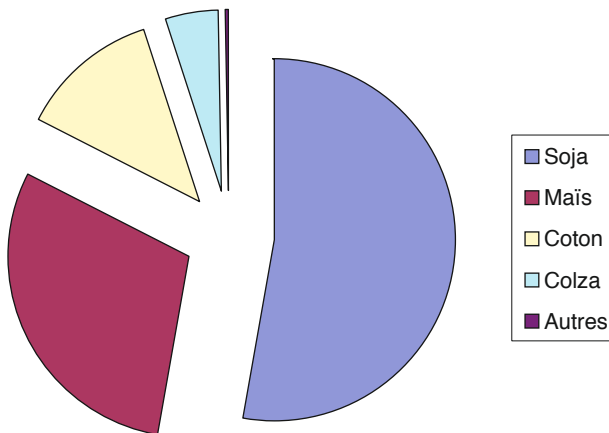
Enfin, le débat sur les OGM soulève celui de la brevetabilité du vivant. Depuis la fin des années 70 (1998 en Europe), tout organisme modifié ne fût-ce que d'un seul gène, peut être breveté. L'intérêt commercial est essentiel. Une fois le brevet déposé, personne ne peut l'exploiter sans autorisation. Vu que les moyens de recherche des pays du Sud, qui possèdent 80% de la biodiversité mondiale, sont bien moindres que ceux des pays du Nord, il est aisé de comprendre à qui profite ce système de brevetabilité.

La firme Monsanto, par exemple, attaque en justice les exploitant-e-s agricoles qui sèment des graines contaminées à leur insu par des semences brevetées, pour "utilisation illégale" de leur technologie. Dans les pays pauvres, ces semences sont d'abord promues libres de copyright les premières années, puis Monsanto fait monter les prix, une fois que le marché est conquis. Ce qui pousse à la faillite des petites exploitations et donc à la concentrations des terres.

Chaque brevet restreint le libre accès à un patrimoine génétique appartenant à l'ensemble de l'humanité.

Sources : www.les-renseignements-generaux.org, www.gmcontaminationregister.org, www.info-gm.org, www.isaaa.org

Répartition par espèce en 2008



AU-DELÀ DES QUESTIONS DE SANTÉ...

...invoquées le plus souvent contre les OGM, il est crucial de s'interroger sur les conséquences socio-politiques de l'intrusion de ces plantes dans l'agriculture mondiale.

En effet, les OGM sont des organismes qui ont été transformés artificiellement par des procédés techniques, cela leur confère donc un statut juridique particulier : ils sont brevetés comme des objets industriels. C'est en 1980 que la législation américaine reconnaît pour la première fois un brevet sur une bactérie transgénique, au motif qu'elle était le fruit de l'ingéniosité humaine puisqu'elle n'existait pas naturellement. La boîte de Pandore était ouverte. Depuis, plantes et animaux issus des biotechnologies font l'objet de brevets dans la plupart des pays industrialisés. Cela offre des droits exclusifs à quelques multinationales, un oligopole de grands groupes, véritable complexe génético-industriel. Cette poignée de multinationales des « sciences de la vie » (Dupont/Pioneer, Syngenta, Monsanto, Dow, BASF, Bayer) contrôle 100% de la commercialisation des semences OGM. De plus, ces entreprises diversifient toujours plus leurs activités, ce qui tend à accentuer leur contrôle sur toute la chaîne alimentaire, des semences jusqu'au produit fini, posant un sérieux problème de sécurité alimentaire au niveau mondial.

Que peut-on espérer de tels groupes, pour qui le profit est le seul objectif, en matière de réduction de la faim dans le monde ? Ce qu'ils détiennent dans leur main, c'est une véritable arme alimentaire...

Pour envisager le problème des OGM, il est essentiel de comprendre, que ces semences font partie d'un type d'agriculture bien particulier : une agriculture totalement industrielle. Exploitations gigantesques, système entièrement mécanisé, intensif, utilisation de produits phytosanitaires à outrance... système dont on sait qu'il nous mène, à moyen terme, dans un mur.

De plus, il est temps de réaliser qu'un milliard et demi de ruraux, dans le monde, vivent grâce à une agriculture paysanne : diversité des cultures et des variétés, petites parcelles, sélection des semences à la ferme, conservation, échange des semences dans la communauté. En Inde par exemple, avec ses 100 millions de fermes, 80% des agriculteurs dépendent des semences fermières. Que deviendront ces petits paysans lorsque Monsanto viendra leur vendre, ou leur imposer par la dissémination (comme le font les USA par l'aide alimentaire à l'Afrique) ses semences brevetées ? Monsanto utilisera-t-il ses détectives privés pour traquer les champs des petits paysans et toucher les mille dollars par hectare d'amende pour utilisation illicite de produits brevetés ?

Les paysans du Nord rachètent leurs semences chaque année, depuis plus de 30 ans déjà, car ils exploitent des semences hybrides, mais pourquoi obliger les paysans du Sud à rentrer dans cette relation de dépendance avec les semenciers ?

Il faut absolument comprendre que ces OGM sont un outil de plus pour l'agriculture industrielle, pour opprimer les petits paysans, déjà les plus touchés par la faim.



AGROBUSINESS MON AMOUR

Les nombreux fauchages et autres destructions d'OGM de ces dernières années, s'ils n'ont pu empêcher totalement ceux-ci d'entrer en Europe, auront au moins eu le mérite d'alerter les populations. Ils sont ainsi plus de 80% en France à refuser les OGM dans leur alimentation et à demander un moratoire sur les cultures en plein champ. Ce souci imprévu des consommateurs pour leur santé force le temple de l'agrobusiness à de nouveaux calculs.

82% des OGM cultivés dans le monde sont du soja et du maïs. Or le soja et le maïs sont l'aliment de base des usines à viande que sont les élevages industriels. Les humains n'en veulent pas ? Nourrissons-en les animaux ! On retrouve également le soja – sous forme de lécithine – et le maïs – sous forme d'amidon – dans la quasi-totalité des produits alimentaires transformés. En petites quantités, il est vrai, ce qui leur permet d'échapper à l'étiquetage, mais ils représentent néanmoins des débouchés importants pour ces deux cultures. Et si chez nous, on s'offre le choix de refuser de manger des OGM, ce n'est guère le cas des pays victimes de l'aide alimentaire, régulièrement et généreusement nourris de maïs génétiquement modifiés en provenance directe des Etats-Unis. Ça vaut mieux que de mourir de faim, non ?

Mais si la santé est un enjeu crucial du débat sur les necrotechnologies, il n'est guère le seul. Les brevets sur le vivant ; la main-mise des sociétés agroalimentaires sur les semences, base de l'alimentation des peuples ; la quasi-totale dépendance des paysans – exploités agricoles – à ces dites sociétés ; la contamination irréversible à long terme et donc l'impossible coexistence de cultures OGM et non-OGM ; toutes ces raisons – qui font que **tout OGM, mauvais ou non pour la santé, se doit d'être rejeté** – sont souvent occultées car trop loin du souci pressant du consommateur, habitué à n'avoir un avis que sur ce qui le touche directement, reléguant le reste à la discrétion des spécialistes et autres experts.

Il est ainsi notable de relever que, sous prétexte qu'on ne le mange pas – et qu'il n'est d'ailleurs pas non plus produit chez nous –, le coton transgénique nous habille sans craintes. Et parce qu'ils sont moins réprouvés par le consommateur, les OGM non-alimentaires sont devenus le cheval de Troie de leurs promoteurs. Bien sûr, tous et toutes font du « développement durable » leur combat quotidien et nous promettent monts et merveilles dans le meilleur des mondes transgéniques.

Il en est ainsi des agrocarburants censés résoudre les problèmes d'émissions de carbone tout en repeignant de vert l'objet de destruction massive qu'est la bagnole. Mais ne nous leurrions pas ; même en imaginant encore augmenter les rendements grâce au génie génétique, ou pourquoi pas développer des cultures dans les régions arides, les agrocarburants ne seront jamais une voie d'avenir. Ne serait-ce que par ce que si l'ensemble des terres arables de la planète leur était dévolu, ils ne nourriraient que 20% du parc automobile mondial. Et les humains de s'entre-dévorer.

PNR 59 :

LA RECHERCHE PUBLIQUE AU SERVICE DE LA PROPAGATION DES OGM ; EST-CE BIEN LÀ LE SENS DU MORATOIRE ?

Nous venons d'assister à l'ensemencement des essais en plein champ à Pully. Cet essai fait partie du programme de recherche supervisé par le Fonds National de Recherche, qui s'articule autour de quatre projets d'études et modules distincts. Le financement est assuré tant par le public que par le privé; ceci cependant dans une parfaite opacité.

I. Biotechnologie végétale et environnement

Dans ce domaine, 18 projets sont financés à hauteur de 6,4 millions de francs suisses au total. Les projets abordent les questions de la résistance des plantes aux maladies, l'écologie du sol, la biodiversité et le flux génétique des PGM vers les plantes sauvages, les conséquences sur les organismes non ciblés, la coexistence et les nouvelles applications de la biotechnologie végétale. Parmi ces projets figure une pomme cisgénique, issue d'une manipulation génétique au sein d'une même espèce, en l'occurrence le pommier, pour aboutir à une résistance à la tavelure.

Neuf de ces projets se sont rassemblés en un consortium afin d'examiner les questions relatives à la résistance du blé transgénique à l'oïdium et aux risques qui y sont liés dans deux essais en plein champ. Ce cas du blé illustre parfaitement l'idée générale du projet. En effet, le blé, plante alimentaire de première importance, représente un marché commercial au potentiel immense pour l'industrie qui arriverait à breveter une variété transgénique. Actuellement, il existe des variétés traditionnelles de blé qui résistent très bien à l'oïdium. Cette recherche est donc parfaitement inutile du point de vue agronomique. Mais l'intérêt réside à briser le double tabou de la manipulation du blé et des essais en plein champ.

II. Aspects politiques, sociaux et économiques

Huit projets d'un montant total avoisinant les 2,2 millions de francs suisses traitent des questions de la coexistence, du comportement des consommateurs et des autres parties intéressées. D'autres projets étudient le rôle des médias et de l'éducation dans la formation de l'opinion. Ainsi, M. Aerni du «World Trade Institute» (!), présente deux projets significatifs. L'un prévoit de tester la réaction des consommateurs sur plusieurs marchés devant un pain au maïs

transgénique. Il aurait ainsi le choix entre un pain bio 15% plus cher, un pain conventionnel et un pain transgénique 15% moins cher. L'autre projet prévoit de favoriser l'acceptation de la technologie transgénique en milieu scolaire.

III. Evaluation du risque, gestion du risque et procédures de prise de décision

Deux projets s'occupent des indicateurs de risque et un autre des procédures de prise de décision. Ils reçoivent un total de 600'000 francs suisses.

IV. Etudes de synthèse et de revue.

Dans ce module, les fonds sont consacrés à des études se focalisant sur la façon dont les résultats de recherche du PNR 59 sont évalués à l'externe et dans le cadre du programme. Les projets correspondants seront attribués durant le programme. L'analyse de la dernière lettre d'information du PNR 59 (octobre 2008), soulève des questions inquiétantes sur les orientations de la recherche. Elle présente quatre études qui font partie du programme.

La première étude examine les coûts économiques d'une coexistence. Le projet se propose de réaliser une analyse de rentabilité en évaluant les coûts induits par des mesures de coexistence. Les doutes quant à la possibilité d'une coexistence sont cependant très importants et les risques agronomiques et écologiques ne rentrent pas dans cette analyse. Dans le cas d'un maïs bt ou encore d'un maïs round-up ready, il se pose en effet de nombreux problèmes de conséquences et de coûts induits. L'un favorise une massification d'une bacille, entraînant une cascade d'effets comme celle d'une adaptation rapide de la mineuse, pyrale du maïs. Dans l'autre, l'utilisation d'un herbicide aux effets secondaires inconnus est banalisée, tout en nécessitant, par le phénomène identique d'insensibilisation croissante, des doses en augmentation ... La boucle est bouclée: la firme semencière a vendu des semences brevetées, plus d'intrants et, par l'augmentation de la productivité, le prix de la matière première a encore baissé. Quel est en le prix social et le coût environnemental?

Alors que les agriculteurs restent sceptiques, ce projet arrive à la conclusion qu'un cadre juridique favorable aux OGM reste le moyen le plus simple pour influencer les opinions. Ce projet avec son parti pris s'articule en conséquence autour de cette option.

La deuxième étude a pour thème la contamination des semences. Alors que de nombreux problèmes de contamination sont avérés au niveau international, ce projet cherche à établir une base pour déterminer des valeurs limites de contamination des semences. Le 0% n'existe plus. Le but n'est pas d'empêcher la coexistence et donc la contamination, mais de légiférer en la rendant acceptable. Le projet prévoit un nouveau rôle pour l'agriculteur. Il devra se servir d'un logiciel afin de calculer le risque et le degré de contamination de sa récolte...

La troisième étude traite des bases juridiques de la coexistence. La loi actuelle ne permet pas la coexistence. Il s'agit ici de clarifier les aspects juridiques, politiques et économiques pour formuler des recommandations suffisamment permissives afin de la rendre possible. Voilà une belle interprétation du moratoire!

A ce niveau de lecture on est en droit de s'interroger sur l'utilité de ce programme national de recherche et de ses publications. En effet, toutes les déclarations publiques sont équivoques et vagues et ne cessent d'admettre la réalité d'une future dissémination.

La quatrième étude se préoccupe des répercussions structurelles. Ce volet veut examiner dans quelle mesure les PGM seraient utiles à une agriculture durable et quels seraient les risques associés. Il est surprenant que c'est l'Institut de Recherche en Agriculture Biologique (IRAB/FIBL) qui dirige cette étude alors que ce système de culture rejette le recours aux OGM...

En conclusion, il faut constater que le PNR 59 est de fait un programme de recherche publique dont l'objectif correspond avec celui de l'industrie semencière, c'est-à-dire la diffusion des OGM. Par ailleurs, toute la recherche OGM est basée sur une optique d'industrialisation de la production agricole. Ce modèle agricole industriel montre aujourd'hui ses limites en termes de dégradation des sols, de menaces sur la biodiversité, en consommation d'eau et de pollution liée à l'utilisation d'engrais et de produits pesticides et fongicides. Ce modèle, avec son corollaire qu'est l'extension des transports et l'internationalisation du commerce et des standards de qualité, est au cœur de la crise environnementale et alimentaire. Ce système, ses outils technologiques, sa pensée agronomique doivent être revus dans le sens d'une agriculture moderne, paysanne, diversifiée, garante de la sécurité alimentaire et d'une production de qualité, cultivant un tissu social vivant et décentralisé. Au lieu de cela les OGM représentent la fuite en avant en perpétuant et en renforçant les problèmes causés par la révolution verte. Il est tout de même incroyable que le moratoire accepté par la population serve de prétexte pour financer une recherche publique axée unilatéralement sur la diffusion des OGM au lieu de s'atteler aux nombreuses questions et domaines de recherche pour favoriser une agriculture paysanne réellement durable.

La question essentielle n'est pas de savoir ce qu'on peut faire avec quelle technologie, mais de savoir de quel type de production et de produits nous avons besoin. Et à part l'industrie semencière, personne ni dans la société générale, ni dans l'agriculture n'a besoin d'OGM.

Rudi Berli

Article paru dans le journal d'Uniterre du 25 mars 2009

NEUTRALITÉ AU COMITÉ DU PNR59...

Voici un échantillon de la brochette d'experts européens qui ont été convoqués pour participer au pilotage du Programme National de Recherche :

Detlef Bartsch Siège dans des autorités de « sécurité alimentaire » statuant sur les autorisations d'OGM au niveau allemand et européen (EFSA). Pro-OGM notoire, a participé à une vidéo de l'industrie des biotechnologies (Aventis, Monsanto, Syngenta, etc) en 2002.

Jeremy B. Sweet Consultant environnement et recherche (GB), membre de l'EFSA et coordinateur du projet européen SIGMEA « Introduction Durable des Plantes Génétiquement Modifiées dans l'Agriculture Européenne »

Joachim Scholderer Prof danois de marketing, spécialiste de la psychologie des consommateurs et de la comm' des entreprises. Auteur d'une étude sur les OGM en Europe visant à « évaluer les barrières potentielles dans le domaine de l'acceptation des consommateurs et de suggérer des voies pour les surmonter ».

Wim Verbeke Prof belge d'économie agricole, expert de l'influence de la comm' sur l'acceptation du public et les ventes de produits alimentaires. Auteur de « Effective Communications and GM Foods », « Differences in public acceptance between generic and premium branded GM food products : An analytical model », etc...

Jules Pretty Prof de biologie en Angleterre, député et expert officiel. 1998 : « Il est temps de stopper l'avancée du génie génétique ! ». 2003 : « Le problème avec tout le débat sur les OGM est que les gens ont été trop enclins à généraliser entièrement pour ou contre les OGM ». 2004 : « Nous disons oui mais pour le maïs ».

NEUTRALITÉ AU COMITÉ DU CONSORTIUM BLÉ...

Wilhelm Gruissem Généticien à l'EPFZ, a travaillé comme consultant p.ex. pour Syngenta et Monsanto.

Franz Bigler Expert en pesticides, OGM et en biosécurité à l'Agroscope Reckenholz-Tänikon. Co-auteur de « Ecological impacts of genetically modified crops » (2006), bilan très positif, voire complaisant, de 10 ans de cultures OGM et de contamination génétique dans le monde.



PULLY :

UNE AFFAIRE DE CONTAMINATION ET DE CONTRÔLE

Le Programme National de Recherche (PNR59) sur l'utilité et les risques des plantes génétiquement modifiées (PGM), autrement dit OGM a été lancé l'an passé. Une partie du programme consiste en la réalisation d'essais en plein champ, à Pully (près de Lausanne) et à Reckenholz (près de Zürich), d'un blé de printemps génétiquement modifié dont la semence est issue de l'EPFZ et de l'Université de Zürich. Les gènes impliqués dans le bidouillage proviennent de l'orge ou du blé lui-même¹, et sont censés améliorer sa résistance à l'oïdium, une maladie des feuilles provoquée par un champignon.

L'Office Fédéral de l'Environnement a dû déroger à sa propre loi sur les essais d'OGM en plein champ afin de permettre à ceux-ci d'avoir lieu : l'innocuité des plants doit en effet être prouvée en laboratoire pour qu'ils puissent être mis en culture en plein champ, ce qui n'a jamais été le cas !

Des habitant-e-s de Pully ont résisté un an à l'invasion de cet essai en recourant au Tribunal administratif. Cette année les opposant-e-s ont perdu. Le suivi de l'essai en cours est réalisé par une équipe de la station de recherches agronomiques de Changins (VD). Arnold Schori en est le responsable attiré (celui qui déclare ouvertement « vous aurez les OGM que vous méritez »). Des fonds publics ont été injectés dans l'installation d'un système de sécurité digne des prisons les plus technologisées pour protéger la transparence scientifique et un essai nécessaire à l'industrie.

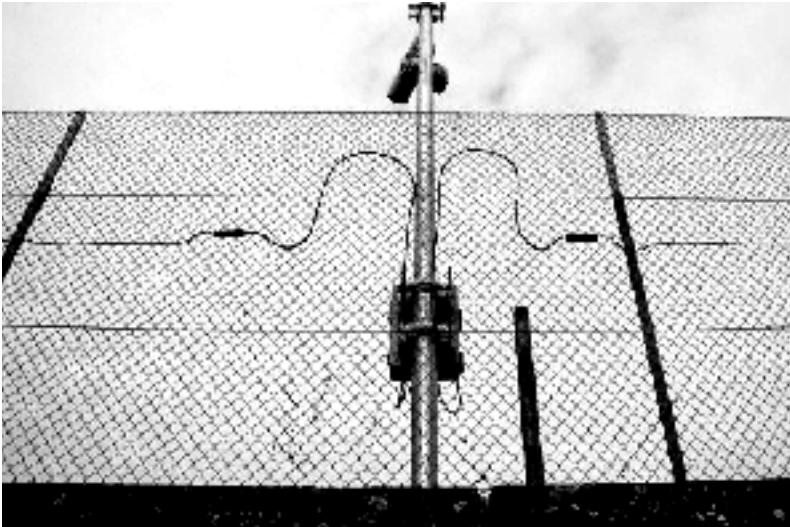
Selon Schori, les grains de blé modifiés du PNR59 ne seraient pas destinés à être commercialisés. Mais on peut parier que des laboratoires privés (Syngenta, Monsanto, Pioneer, Aventis et Co) ont dans leurs tiroirs d'autres chimères vouées à être brevetées, ou tout simplement que ces firmes n'attendent que de pouvoir faire autoriser les mêmes OGM brevetés qu'elles imposent partout dans le monde. La Suisse n'a au moins pas perdu sa vocation de pays généreux : la Confédération paie pour des recherches qui profiteront à autrui : ça c'est de la nouvelle !!!

Dans le cadre de cet essai réalisé donc par la recherche publique, plusieurs interactions entre les plantes modifiées et d'autres organismes (ver de terre, bactéries du sol, cloportes) seront étudiées par divers instituts de recherche suisse entre 2009 et 2012. Un suivi post-essai pour 2011 et 2012 est prévu : labour différé (retournement du sol) qui attendra la levée complète des « éventuelles repousses ». Des précautions relativement importantes sont prises pour isoler l'essai et minimiser les contaminations,

¹Un blé modifié par des gènes de résistance en provenance de l'orge (chitinase-glucanase) et un autre modifié par des gènes de résistances spécifiques au blé (pm3b). Ces organismes modifiés ont théoriquement acquis le don d'empêcher la germination d'oïdium sur le tissu végétal.

et des distances d'isolation théoriques prévues pour l'essai sont destinées à observer les contaminations de la flore voisine.

Dans les 300m, aucune production de semences de blé, de seigle, de triticale n'est autorisée. Dans les 200m, les pollinisations croisées sont « contrôlées » notamment avec *Aegilops cylindrica*, une espèce sauvage compatible avec le blé, rare en Suisse. Dans les 100m, aucune culture de blé, de seigle ou de triticale n'est tolérée. Dans les 60m, la prospection des repousses de blé, de seigle, de triticale est effectuée. Dans les 2.60m, un « manteau de protection » semé en blé sert de contrôle des pollinisations croisées.



Champ d'essai de Pully

Bref, tout semble se dérouler sous le meilleur des contrôles possible. Mais il faut bien se rendre compte que les précautions d'isolation ne seront jamais prises pour les éventuelles futures cultures OGM. Une contamination se réalise par le pollen ou par le grain mûr. Le risque avec du pollen de blé est peu important puisque sa viabilité est réduite à quelques heures, mais il n'est pas nul. La contamination de cultures voisines par le grain mûr est bien plus sérieux (oiseaux, trafic routier, moissonneuse batteuse). Quand aux études de l'effet des « flux de gènes » sur une microfaune du sol dont on ne connaît qu'une fraction de la diversité, il semble qu'on ait affaire à une recherche qui ne sait pas ce qu'elle recherche !

Il faut s'attendre à ce que si, ô chance, les essais de Pully et de Reckenholz ne révèlent pas (ou que peu) de contamination, on les présentera comme une « preuve » que les OGM ne sont « pas forcément » dangereux. Mais en fait ça ne prouverait rien, car les chercheurs ont choisi une plante dont le pollen est relativement peu risqué, modifiée par des gènes d'espèces ou de variétés proches du blé de départ, donc relativement peu hasardeuse. Les experts en marketing feront le reste...

UNE RECHERCHE AGRONOMIQUE DÉCÉRÉBRÉE

Mais en fait, a-t-on affaire à de la recherche agronomique digne de ce nom ? Quelle image et quelle pratique de la recherche présente-t-on au grand public ?

Ce type de recherche s'est développé avec l'industrialisation de l'agriculture. Il s'est concentré sur des thématiques et des approches qui étaient favorables à cette industrialisation, en négligeant totalement les autres. Depuis la découverte de l'ADN, c'est la ruée dans le tout biotechnologique. La biologie cellulaire, la biochimie, la génétique/génomique, les micro- et nanotechnologies ont connu un essor sans pareil. Ceci a conduit la pédologie, l'agronomie, l'entomologie à connaître une magnifique régression. « Les grands agronomes-sélectionneurs qui partent à la retraite sont remplacés par des « génomistes » rivés à leur écran d'ordinateur. Et, pendant ce temps, les recherches sur des questions aussi fondamentales que la microbiologie des sols disparaissent. »² Toute l'étude des systèmes agronomiques a été manquée et ce que l'on qualifie de propriétés émergentes du système a été omis. Dit plus simplement, un système a des propriétés qu'il est difficile de déduire de ses composantes, ce que l'on peut résumer à : « le tout est plus que la somme des parties ». La connaissance intégrale de l'ensemble de l'information génétique d'un agrosystème – les gènes des animaux et des végétaux- ne suffit pas pour comprendre la dynamique de ce système. La tendance fondamentale de cette Recherche est de produire des artefacts extérieurs aux systèmes : molécules, semences « améliorées », homogènes et industrialisables. Tout ceci pour créer des débouchés sous forme de marchandises. Aujourd'hui, l'herbicide total remplace le conseil en termes agronomiques.

Des recherches valables consisteraient à améliorer les systèmes par des réorganisations internes. Et assumeraient que l'activité biologique du sol est une des bases fondamentales d'une production agricole durable. Mais la recherche agronomique est trop inspirée par des modèles issus de la chimie ou de l'économie : des « intrants » (travail, eau, engrais, énergie, capital) agissent sur un « substrat » (sol, plante, climat/environnement) pour produire des marchandises, des paysages et des impacts (les fameux « coûts externes »). Cette approche réductionniste privilégie les mécanismes généraux au détriment de l'élucidation de situations particulières qui est le propre du terrain ! De ces mécanismes généraux, la Recherche s'essaie à tirer de grandes règles qui sont censées prédire la dynamique des systèmes. C'est un leurre. A problème systémique, réponse systémique. Tout autre type de réponse est une diversion dangereuse. Les OGM sont issus d'une agronomie mécaniste et productiviste, une agronomie décérébrée. Outre qu'ils posent des problèmes intrinsèques³, ils entraînent des conséquences graves par les illusions qu'ils entretiennent. Ils participent à faire perdurer voire à diffuser des

²« On ne connaît qu'à peine 20% des organismes qui vivent dans le sol. Mais à quoi bon les étudier si le sol est considéré comme un support inerte tout juste bon à absorber les poisons chimiques de l'agriculture moderne. » Jean-Pierre Berlan (et autres), *La guerre au vivant. OGM & mystifications scientifiques*, Agone, 2001

modèles agronomiques aberrants. Ils tendent aussi à absorber des crédits qui pourraient être consacrés à d'autres actions.

A-t-on oublié, par exemple, que la meilleure défense face à une épidémie reste la diversité des organismes rencontrés ? Au lieu de ça, la science nous propose des clones brevetés... Autre exemple : si l'on considère la salinisation des sols, intimement liée à la déforestation et aux pratiques d'irrigation qui en découlent, proposer de manipuler génétiquement des plantes pour qu'elles supportent mieux le sel est un véritable emplâtre sur une jambe de bois ! Une manière de se focaliser sur le traitement des symptômes et non des causes, comme avec le riz transgénique censé résoudre le problème de la carence en vitamine A dans des pays appauvris par le néo-colonialisme...

Pour ce qui est du blé génétiquement modifié pour mieux résister à l'oïdium, il faut savoir qu'on rencontre surtout cette maladie dans l'agriculture intensive (comme par hasard !), et qu'avec un ensemencement soigneux l'oïdium n'est pas vraiment un problème. D'ailleurs, l'agriculture biologique offre déjà des variétés qui présentent une résistance améliorée.

Dans cette recherche, on se retrouve avec des écologues, des biologistes, des généticiens, des phytopathologistes, des agronomes et des experts en « biosécurité » qui s'affairent à démontrer si oui ou non cette aberration agronomique que représentent les OGM est « acceptable » (voir p.13). Et surtout : sera-t-elle rentable ? Cette fuite en avant, qui refuse de coopérer avec la richesse variétale obtenue par des décennies de sélection traditionnelle, est immonde et encore mal connue du grand public qui s'en détourne sitôt que des termes scientifiques sont énoncés.

³ Qui peut croire qu'aucun maïs produisant une toxine (les Bt) ou qu'aucun soja en tolérant une dans ses tissus, ingérés en quantité industrielle par des animaux d'élevage, ne posera pas de problèmes sanitaires ?



Champ d'essai de Pully

LES DIRECTIVES DE LA CULTURE BIOLOGIQUE EXCLUENT CATÉGORIQUEMENT LE GÉNIE GÉNÉTIQUE

« Les organismes génétiquement modifiés et les produits qui en sont issus ne sont pas utilisés » (Art.3)

(Ordonnance sur l'agriculture biologique et la désignation des produits et des denrées alimentaires biologiques du 22 septembre 1997 (Etat le 1er janvier 2009))

On peut s'étonner de voir que le FIBL (Institut de recherche de l'agriculture biologique) participe à la grande foire à la recherche sur les OGM (en l'occurrence les PGM: plantes génétiquement modifiées) en Suisse, étant donné la clarté de l'ordonnance sur l'agriculture biologique. En gardant un certain optimisme, on pourrait penser que, si des chercheurs du FIBL participent au PNR59, ils pourraient contrebalancer la tendance qui veut rendre acceptables les PGM (tant aux agriculteurs qu'aux consommateurs) et ainsi proposer une autre vision de l'agriculture.

Cependant, la Newsletter du PNR59 publie une page intitulée « Génie génétique et agriculture durable sont-ils compatibles ? », dans laquelle on peut lire « (...) *d'un point de vue agronomique, une PGM résistante à des parasites pourrait présenter des avantages pour la culture biologique.* » (Bernhard Speiser, chercheur au FIBL).

Une grande partie des agriculteurs qui cultivent leurs champs de manière biologique le font avec conviction, pour des raisons qui vont au-delà de la vision rationnelle qui domine l'agriculture. S'ils accordent leur confiance à des structures telles que le FIBL, c'est dans l'espoir que des scientifiques les épaulent dans leur recherche constante de parvenir à nourrir la population tout en gardant une honnêteté vis-à-vis de leurs convictions, l'une d'entre elles étant le respect de la dignité des êtres vivants. En participant de cette manière au PNR59, le FIBL, au nom de la science, trahit ce rapport de confiance et prouve que certains chercheurs mettent facilement leur intégrité de côté quand il s'agit de ne pas « rester sur la touche ». Quelques soient les raisons de cette trahison, il n'est pas acceptable que ce rapport de confiance qui lie agriculteurs et chercheurs soit brisé pour d'obscures raisons. Miser sur les PGM pour éviter (soi-disant) le recours à des produits de traitement biologiques, c'est perdre des moyens pour chercher d'autres solutions.

Bernhard Speiser explique également qu'« *un système de production agricole est toutefois plus que la somme des ses parties séparées, et (que) tous les composants d'un système de culture, y compris les variétés choisies, doivent être accordés*», et ajoute qu' : « *il faut également tenir compte du fait que les systèmes de culture sont adaptés*

à chaque région et que les résultats d'une région ne peuvent pas être appliqués à l'échelle identique dans toute la Suisse.». Ces principes fondamentaux de l'agronomie s'appliquent d'autant plus à l'agriculture biologique ! Sachant que la recherche prévoit de rendre disponible quelques variétés génétiquement modifiées « dans les 10 prochaines années », la contradiction est forte.

Comment accepter de cultiver la même variété disponible sur le marché partout en Suisse, connaissant la grande diversité des climats et des modes de cultures ? Les agriculteurs attendent justement de revenir à une plus grande diversité de semences, adaptées à leurs propres conditions de culture ! Ces variétés existent, elles dorment en grande partie dans des banques de semences. Le FIBL devrait utiliser ses compétences pour aider les agriculteurs à récupérer ces semences et à se les réapproprier, afin de persévérer avec cohérence dans une agriculture biologique qui n'a de sens qu'à petite échelle, en comprenant et en respectant l'environnement et en laissant aux agriculteurs le choix dans leur manière de travailler.

Enfin, participer au développement des PGM en Suisse, même pour la production intégrée (PI), c'est condamner la production biologique. Le territoire suisse est étriqué, les paysans (encore) relativement nombreux et la « cohabitation » est impossible sans contamination.

PAS DE PGM DANS LES CHAMPS !



CETTE RECHERCHE EST UNE MANIPULATION TOTALE

Les « disséminations expérimentales de plantes génétiquement modifiées » du programme national de recherche PNR59 ont notamment pour but d'étudier les risques de dissémination dans l'environnement du blé OGM modifié pour résister à l'oïdium (bien que certaines variétés de blé conventionnel sont déjà résistantes à ce champignon parasite). Ceci devrait « contribuer par ses résultats scientifiques à répondre aux interrogations des politiciens et de la société au sujet de cette nouvelle technologie ».

La preuve des risques de dissémination existe déjà

Or, des millions d'hectares d'OGM (soja, maïs, coton...) sont déjà cultivés à travers le monde, et les contaminations se multiplient. Même les variétés primitives de maïs mexicain sont déjà contaminées. La preuve des risques de dissémination existe déjà. A quoi sert donc cet essai ?

L'enjeu affiché est de déterminer s'il faut prolonger ou lever le moratoire de 5 ans voté en 2005 sur la culture et la commercialisation d'OGM en Suisse. Si le moratoire est levé, on pourra dire que la Suisse aura accepté les OGM scientifiquement et démocratiquement. Mais comment cet essai particulier pourrait-il déterminer les risques des OGM en général ? Prétendre ceci n'est que pur mensonge !

Tout ce qu'a prévu de faire le PNR59 peut se résumer à une opération de manipulation du public s'appuyant sur des expérimentations fallacieuses.

Le but réel de ces recherches est politique : faire passer la pilule

Inutile, cet essai ? Pas du tout. Le but réel de ces recherches est politique : faire passer la pilule. Car outre les recherches agronomiques, le PNR59 comporte d'étranges volets sociologiques. Par exemple : Légitimité, émotions, confiance et acceptation des plantes génétiquement modifiées : « Les facteurs 'doux' tels que légitimité, craintes et confiance peuvent exercer une influence importante sur l'acceptation des PGM (plantes génétiquement modifiées) au sein de la population. La technique génétique ne pourra que difficilement s'imposer dans l'agriculture suisse sans cette acceptation. C'est pourquoi il importe de savoir comment ces facteurs influencent l'acceptation. »

Autre projet : « Aliments génétiquement modifiés: à quel point Monsieur et Madame Suisses sont-ils réellement sceptiques? »

On ne peut dire plus clairement qu'on veut travailler une opinion publique hostile aux OGM pour la faire plier. Une expérience de fabrication du consentement qui intéressera tout gouvernement, la Suisse étant le seul pays où on a pu voter pour ou contre les OGM.

Voilà l'enjeu : alors que le monde entier sert de laboratoire par la culture et la consommation massive d'OGM, la Suisse sert de laboratoire politique par ce moratoire trompeur.

Et il est déplorable que les initiateur-e-s du moratoire ont toujours affirmé être « pour la recherche ». Car en entretenant le mythe de la recherche « publique et neutre » (alors qu'une fin du moratoire légitimée par la recherche publique servira les entreprises semencières privées), on a offert le scénario nécessaire à une acceptation scientifique et démocratique des OGM dans un pays où la recherche est sacrée.

Cette recherche est un alibi nécessaire pour alimenter un pseudo-débat

L'autorisation par l'Office Fédéral de l'Environnement des essais en plein champ sans que des essais en milieu confiné aient abouti, ne respectant même pas la (discutable) loi sur le génie génétique, montre la position de l'Etat dans cette affaire : cette recherche est un alibi nécessaire pour alimenter un pseudo-débat dans lequel on pourra dire que « les spécialistes (biologistes, agronomes, sociologues...) ont étudié nos questions et fourni des réponses ». Il s'agit de retirer le débat des mains de la population et des agriculteur-trices en le maintenant sur le terrain scientifique.

Nous assistons ici à un coup de force masqué

Et pour cause : La résistance aux OGM dérange les plans économiques du Conseil Fédéral, qui adhère aux projets de l'OMC et qui soutiendra Syngenta comme il a toujours soutenu inconditionnellement les multinationales suisses. Mais comme il ne peut l'assumer il lui faut recourir à l'argument sacré de la Recherche pour discréditer les critiques.

Au-delà des questions légitimes de santé et d'environnement, les questions essentielles soulevées par les OGM : privatisation du vivant et souveraineté alimentaire, ne sont pas d'ordre scientifique, mais politique : quelle agriculture, quel monde désirons-nous ? Les scientifiques ont beau associer toute critique publique - y compris des agriculteur-trices - à des facteurs irrationnels, pas besoin de preuves scientifiques pour répondre à ces questions. Les OGM renforcent le modèle d'agriculture productiviste soumise à l'industrie, achevant d'éliminer la paysannerie. Un tel choix de société ne doit pas dépendre d'études fallacieuses qui détournent l'attention des vrais enjeux.

Nous n'avons pas à accepter la poursuite de ces recherches !

Non aux OGM !

des Opposant-e-s à la Grande Manipulation

Tract réalisé pour le pic-nic anti-OGM du 5 avril 2009 à Pully

LES PERLES DE LA LITTÉRATURE OFFICIELLE

Les sentiments jouent un rôle plus grand que la connaissance lors d'une décision pour ou contre le génie génétique. (Michael Siegrist, EPFZ)

Les facteurs 'doux' tels que légitimité, craintes et confiance peuvent exercer une influence importante sur l'acceptation des PGM (plantes génétiquement modifiées) au sein de la population. La technique génétique ne pourra que difficilement s'imposer dans l'agriculture suisse sans cette acceptation. C'est pourquoi il importe de savoir comment ces facteurs influencent l'acceptation. (énoncé du PNR59)

Quel choix fait le consommateur, lorsqu'il peut réellement choisir entre des produits alimentaires avec et sans contenu génétiquement modifié ? (Philipp Aerel, Uni Berne)

Il y a peut-être des PGM qui sont éthiquement moins problématiques et rencontrent donc moins de résistance. (Christoph Rehmann-Sutter, Uni Bâle)

Les nouvelles générations de PGM permettront des applications innovantes. (Michel Goldschmidt-Clermont, Université de Genève)

Les plantes génétiquement modifiées sont moins atteintes par la maladie et les parasites. (Wilhelm Gruissem, EPFZ)

Le flux de gènes vers la flore sauvage n'est pas un risque en soi. C'est ignorer cette possibilité qui serait risqué. (Roberto Guadagnolo, Université de Neuchâtel)

Seul un examen minutieux de tous les risques peut déterminer si la culture de fraises génétiquement modifiées est justifiable. (Andreas Erhardt, Université de Bâle)

Les mesures nécessaires à une coexistence sont-elles autorisées par la loi ? (R.J. Schweizer)

Il s'avère aussi que les préférences d'aujourd'hui se laissent influencer dans le futur, lorsque le cadre juridique et les obstacles à l'entrée et à l'abandon sont connus dans tous les détails. (Stefan Mann, Agroscope Reckenholz-Tänikon)

Nous testons l'effet de gènes de résistance quantitatifs en pleine terre. En serre, cela n'est possible que de manière limitée. (Christof Sautter, EPFZ)

Les essais en champ constituent une étape indispensable des études de risque. (François Felber, Uni Neuchâtel)

Dans un communiqué de presse de Consortium-blé, daté du 05.02.2008 : « *Les chercheurs sont conscients que cet essai est suivi d'un oeil critique par l'opinion publique et qu'une large responsabilité repose sur leurs épaules. Tout sera mis en oeuvre pour assurer la sécurité de l'homme et de l'environnement* ».

Une des conditions fixées par l'Office fédéral de l'environnement aux disséminations expérimentales du PNR59 : « *Elaborer un plan d'urgence en cas d'événements extraordinaires* ».

Projet de l'IED (Institute for Environmental Decisions) dans le cadre du PNR59 : « *Aliments génétiquement modifiés: à quel point Monsieur et Madame Suisses sont-ils réellement sceptiques? [...] Lors des sondages réalisés jusqu'à présent sur la conception de la population suisse au sujet des aliments génétiquement modifiés, les personnes questionnées devaient respectivement indiquer comment elles évaluent de tels aliments ou quels prix elles seraient prêtes à payer pour ceux-ci. Dans ce contexte, les aliments génétiquement modifiés font l'objet d'une estimation négative. Mais s'ils étaient proposés, seraient-ils réellement si rarement achetés? Cette question n'a encore jamais été examinée en Suisse jusqu'à présent, car rares sont les aliments génétiquement modifiés qui sont proposés à la vente. [...] Trois catégories de pains faits maison sont proposées sur des stands de marché à Bâle, Berne et Zurich durant plusieurs semaines : pains à la farine de maïs biologique, courante ou génétiquement modifiée. Cette dernière provient d'Espagne ou des États-Unis et est officiellement autorisée en Suisse par l'Office fédéral de la santé publique. Des représentants d'une entreprise pharmaceutique, des agriculteurs locaux et une classe d'école font alternativement office de vendeurs dans le cadre d'un premier tour. Durant un second tour, les prix de chaque pain sont modifiés. Le nombre de pains des différentes catégories de maïs qui sont achetés et les facteurs qui ont influencé la décision respective d'achat sont évalués. Il s'agira de la première étude réalisée en Suisse à examiner sous forme expérimentale s'il existe des différences, et de quelle ampleur, entre ce que déclarent les consommateurs sur les aliments génétiquement modifiés et leur comportement concret à l'achat. En conséquence, des chiffres sur ce comportement, à savoir sur les préférences de la population suisse, seront pour la première fois à disposition ».*

« *Si on ne laisse pas faire la recherche publique, on aura les OGM qu'on mérite !* »
 (Arnold Schori, Agroscope Changins-Wädenswil)



Champ d'essai de Pully

CRITIQUE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Nous dénonçons la collaboration active des chercheurs avec les pouvoirs militaires et industriels qui les financent, définissent leurs objectifs et utilisent les connaissances et les techniques issues des laboratoires.

Cette collaboration remonte aux origines de la science moderne : les progrès des sciences ont toujours entretenu d'étroites relations avec ceux des techniques de guerre. Mais elle a connu un saut quantitatif et qualitatif décisif avec la Seconde Guerre Mondiale. Aujourd'hui, la plupart des recherches scientifiques servent avant toute chose à accroître la puissance militaire et économique, et non à faire avancer les connaissances. La volonté de savoir est l'alibi qui sert à faire accepter la course à l'armement et la compétition économique internationale. À l'heure où ce goût pour la puissance vient clore tout questionnement sur le monde, nous tenons à dénoncer les mythes qui viennent légitimer ou occulter cette collaboration.

Le mythe du Progrès est de moins en moins crédible à mesure que se multiplient, surtout pour les plus pauvres, les conséquences catastrophiques du développement économique. Les recherches les plus nauséabondes et intéressées ont toujours prétexté qu'elles allaient guérir et nourrir le plus grand nombre, améliorer les conditions de vie. Mais à la place de ces avancées, on constate que la modernisation a causé un tel désastre écologique que les choses les plus élémentaires sont maintenant devenues du luxe : eau et air purs, alimentation saine, végétation. De plus, l'idée d'un progrès continu des conditions d'existence grâce au perfectionnement technique dissimule la soumission des individus à des phénomènes qui s'imposent à eux, les rendant quotidiennement dépendants des nouvelles technologies et des satisfactions compensatoires qu'elles pouvoient.

Dans le cas de la science, la vision progressiste de l'histoire se berce encore de l'idée que toute avancée des connaissances est intrinsèquement bonne, même quand dans l'immédiat elle est associée au pire. Il est pourtant urgent de comprendre que les dégâts induits par la frénésie scientifique sont souvent irréversibles. Principale responsable de leur multiplication, la technoscience ne pourra rien (ou si peu) face aux radiations, aux cyclones ou aux cancers, qui sont et resteront des catastrophes. Prétendre les résoudre par des solutions techniques revient à s'enfermer dans une fuite en avant absurde.

Le mythe de la « Recherche publique » dessine l'image d'une recherche qui obéirait à des critères fondamentalement différents de ceux de la recherche privée. Or les deux sont depuis longtemps inextricables, tant au niveau de l'organisation et du financement des programmes que du type de questionnement en vigueur. Dans l'ensemble, elles participent du même projet d'artificialisation de la vie et de mécanisation des relations humaines. Nous voyons ceci explicitement confirmé, depuis quelques années, dans la recherche publique, où se trouvent mises en avant les valeurs et les pratiques des secteurs les plus « dynamiques » de l'économie marchande (start-ups, PME de pointe, etc.).

Le mythe de la « science pure » est né précisément au moment où l'imbrication de l'industrie et de la science était définitivement scellée. Depuis ses débuts, la science moderne consiste essentiellement à produire des faits à partir de machines

: c'est une technoscience. Le mouvement même des techniques et des savoirs rend aujourd'hui insensée la croyance en une science qui serait pure connaissance, à côté d'une science dite « appliquée ». Dans les sciences dures, les faits sont informulables en dehors de tout l'appareillage technologique qui les sous-tend, préside aux expérimentations et structure le rapport à la réalité des chercheurs. Dans les sciences prétendument humaines, les rares chercheurs refusant de gérer et d'instrumentaliser les populations ne pèsent rien face aux techniciens du social et finissent le plus souvent par travailler pour eux.

Extrait de **“Le futur triomphe mais nous n'avons plus d'avenir”**, plateforme critique de la recherche scientifique, par le groupe Oblomoff

Les OGM font l'objet d'un rejet massif. Qu'importe ? La transgénèse absorbe une part croissante des crédits publics [...]. Ainsi les solutions chimériques finiront-elles sans doute par s'imposer. L'agriculteur, faute de choix, les adoptera. Comme pour les « hybrides », la demande sociale aura été ainsi créée. [...]

L'agriculture chimérique pose la question de notre capacité politique à contrôler une science et des techniques qui ne servent maintenant, le plus souvent à l'insu des chercheurs eux-mêmes, que les intérêts économiques et financiers aux dépens de l'humanité. Il ne s'agit donc plus d'une question que des scientifiques pourraient trancher. Comme le nucléaire et l'industrie chimique, l'agriculture transgénique introduit une transformation radicale de la pratique scientifique : ce n'est plus le monde que les scientifiques enferment dans leurs laboratoires, mais le monde lui-même qui devient laboratoire. Tout ce qui vit devient cobaye.

J.-P. Berlan, “La guerre au vivant”, p.73-75

En fait, les OGM actualisent le vieux projet de domination de la nature et des hommes et finissent par s'inscrire dans le contrôle totalitaire de tout ce qui vit, se révolte, ne travaille pas, ne se vend pas ou ne s'amuse pas assez, bref, dans la normalité de la vie quotidienne. Il s'agit de faire désirer des OGM (les « bons », bien sûr) comme on a su faire désirer tout le reste : comme avec le nucléaire, en créant les conditions qui rendent impossible tout retour en arrière.

Les moratoires sont une arme défensive du pouvoir afin de désamorcer toute contestation des avancées de l'ordre industriel et marchand (déchets nucléaires, banques d'embryons, clonage). Eh oui ! On crée puis on lève les moratoires, on met en place des commissions, on fait débattre, on « étiquette » pour faire choisir la couleur du collier...

On voit ainsi des écologistes affecter de critiquer la production industrielle et travailler en fait au recyclage sans fin de ses déchets. On voit des « producteurs bio » produire industriellement leurs produits bio. On voit les uns et les autres glisser d'un refus des OGM à une demande de contrôle supplémentaire.

Dans cette critique routinière, sorte d'indulgence par rapport à ce que l'on prétend combattre, l'objectif affiché, en l'occurrence arrêter les OGM, se perd. C'est l'essentiel qui est écarté, c'est-à-dire la possibilité de se réapproprier son monde et de commencer à l'habiter.

Quelques ennemis du meilleur des monde, “OGM : fin de partie”, p.17-18



QUEL CHOIX, DE QUEL CONSOMMATEUR?

Les OGM ne sont pas que « bons ou mauvais » pour le « consommateur et son environnement ». D'abord, quel consommateur ? Appelle-t-on quelqu'un qui fait partie des « populations sous alimentées » un consommateur ? Non. Pourquoi ? Parce qu'il n'a pas le choix de sa consommation : il peut se nourrir, mal se nourrir, ou ne pas se nourrir. Et ce qui lui est imposé pour se nourrir, ce sont entre autre des OGM (les USA refusent l'aide alimentaire à tout pays qui n'accepterait pas d'aliments transgéniques).

La notion de choix semble comprise dans le fait de consommer. Un consommateur serait donc quelqu'un qui peut choisir ce qu'il consomme. Dès lors, le « choix du consommateur » n'est-il-pas un pléonasme ?

On croit en fait pouvoir choisir. Grâce à la « traçabilité » à l'européenne, les consommateurs pourraient choisir entre des aliments étiquetés transgéniques et des aliments pouvant contenir jusqu'à 1% d'OGM (seuil jusqu'auquel l'étiquetage n'est pas obligatoire en Europe). Même si le choix, entre un aliment contenant des OGM et un aliment dont on ne sait s'il en contient ou pas, est une illusion, tout va bien. Le pouvoir de choisir du consommateur est sauf.

Et si tous les consommateurs optaient pour le moins d'OGM, en quoi cela protégerait-il les populations sous alimentées d'être forcées à en manger ? Alors qu'en France, on produit déjà des semences OGM pour l'exportation vers les pays du sud...

Et les producteurs ? Les ravages que fait l'agriculture génétiquement modifiée et industrielle chez les petits paysans du sud suffisent amplement à refuser de se laisser piéger par de tels pseudo-choix !

Au lieu d'exiger une « traçabilité » dans l'alimentation industrielle, il faut juste ne pas avoir besoin de ces contrôles. Il faut pour cela refuser tout ce qui pourrait même contenir moins de 1% d'OGM. Ça suppose la destruction immédiate de toute culture OGM, de toute semence OGM, de tout produit OGM, et de tout essai, confiné ou non.

Car on voit, comme les entreprises multinationales et les Etats s'accordent à vouloir nous priver du choix politique de refuser les OGM, qu'il nous faut nous octroyer ce choix nous-mêmes. Pour démanteler ces armes alimentaires.



POUR ALLER PLUS LOIN

Jean-Pierre Berlan (et al.), *La guerre au vivant. OGM & mystifications scientifiques*, Agone, 2001

Gilles-Eric Séralini, *Ces OGM qui changent le monde*, Champs/Flammarion, 2004

Arnaud Apoteker, *Du poisson dans les fraises. Notre alimentation manipulée*, La Découverte, 1999

Christian Vélot, *OGM tout s'explique*, Goutte de Sable, 2009 ; *Les OGM c'est quoi ?*, film-conférence dispo sur <http://www.altercampagne.net>

Greenpeace, *La bombe OGM*, dispo sur <http://www.greenpeace.org/raw/content/france/press/reports/la-bombe-ogm.pdf>

GM contamination register, www.gmcontaminationregister.org

Aurélien Bernier, *Les OGM : un outil de domination au service de la sphère financière*, 2002 dispo sur <http://www.loalabouche.org/infoconso/OGM/SyntheseOGM.pdf>

Marie-Monique Robin, *Le monde selon Monsanto*, livre aux éd. La Découverte & film documentaire

Christian Fons, *O.G.M., ordre génétique mondial*, l'Esprit Frappeur, 2001

Encyclopédie des Nuisances, *Remarques sur l'agriculture génétiquement modifiée et la dégradation des espèces*, Editions de l'Encyclopédie des Nuisances, 1999

Quelques ennemis du meilleur des mondes, *OGM : fin de partie*, 2004, disponible sur http://cettesemaine.free.fr/fin_de_partie.pdf

René Riesel, *Aveux complets des véritables mobiles du crime commis au CIRAD le 5 juin 1999*, Ed. de l'Encyclopédie des Nuisances, 2001 ; *Du progrès dans la domestication*, même éditeur, 2003

Textes et documents choisis pour instruire le public et ceux qui font métier de l'informer sur la deuxième campagne contre le génie génétique, Montpellier, août 1999 - avril 2002, <http://netmc.9online.fr/pdf/Brochures/TDversusOGM.pdf>

POUR ALLER BEAUCOUP PLUS LOIN

Silvia Pérez-Vitoria, *Les paysans sont de retour*, Actes Sud, 2005

Claude Bourguignon, *Le sol, la terre et les champs*, Sang de la Terre, 2002

L'agriculture de destruction massive, brochure dispo sur www.les-renseignements-généreux.org/

Bertrand Louart, *Quelques éléments d'une critique de la société industrielle. Suivi d'une Introduction à la réappropriation...*, 2003, <http://netmc.9online.fr/FormatPDF/QECSI.pdf>

Jean Druon, *Alerte à Babylone*, film documentaire, Culture productions, 2005 ; *Un siècle de progrès sans merci*, film (www.voiretagir.org) et livre aux éd. L'Echappée, 2009

François Partant, *Que la crise s'aggrave !*, Parangon, 2002 [1978]

Groupe Oblomoff, *Le futur triomphe mais nous n'avons plus d'avenir. Plate-forme critique de la recherche scientifique*, disponible sur www.les-renseignements-généreux.org

www.piecesetmaindoeuvre.com, site de bricolage pour la construction d'un esprit critique grenoblois

Les amis de ludd, Bulletin d'information anti-industriel (n° 1-4), petite capitale, 2005



Cette brochure, ainsi que d'autres, peuvent être téléchargées sur le site

WWW.KARAWANE09.TK

POURQUOI NOUS DISONS NON AUX OGM ET AU PROGRAMME NATIONAL DE RECHERCHE PNR59

Introduction : Génétiquement modifié-e-s	p.1
OGM - Qu'est-ce que c'est ?	p.2-4
Progression des OGM dans le monde	p.6-7
Au-delà des questions de santé	p.8
Agrobusiness mon amour	p.9
PNR59: la recherche publique au service de la propagation des OGM ; est-ce bien là le sens du moratoire ?	p.10-12
Neutralité au comité du PNR59...	
Neutralité au comité du consortium blé...	p.13
Pully : une affaire de contamination et de contrôle	p.14-15
Une recherche agronomique décérébrée	p.16-17
Les directives de la culture biologique excluent catégoriquement le génie génétique	p.18-19
Cette recherche est une manipulation totale	p.20-21
Les perles de la littérature officielle	p.22-23
Le futur triomphe mais nous n'avons plus d'avenir	p.24-25
Quel choix, de quel consommateur?	p.27
Pour aller (beaucoup) plus loin	p.28